

# Loi n° 2021-1018 pour renforcer la prévention en santé au travail

**Présentation du 14 décembre 2021**

**FRANCE**  
**CHIMIE**

# Loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

## Rappel de la procédure d'adoption de la loi

Rapport Lecocq-Dupuis-Forest émettant des préconisations pour parvenir à « un système simplifié pour une prévention renforcée ».

9 décembre 2020  
Signature de l'ANI Santé au travail  
« Pour une prévention renforcée et une offre renouvelée en matière de santé au travail et conditions de travail »

PPL pour renforcer la prévention de la santé au travail,  
déposée par les députés Charlotte Parmentier-Lecocq et Carole Grandjean  
le 23 décembre 2020,  
adoptée le 20 juillet 2021

PPL adoptée définitivement en séance publique à l'Assemblée nationale le 23 juillet 2021.  
Elle transpose, pour l'essentiel, l'ANI.

**Objectif : « un système simplifié pour une prévention renforcée »**

# Loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

- Titre I :** Renforcer la prévention des risques professionnels en décloisonnant la santé publique et la santé au travail
- Titre II :** Définir l'offre de services à fournir par les services de prévention et de santé au travail (SPST) aux entreprises et aux salariés, notamment en matière de prévention et d'accompagnement
- Titre III :** Mieux accompagner certains publics, notamment vulnérables ou en situation de handicap, et lutter contre la désinsertion professionnelle
- Titre IV :** Réorganiser la gouvernance de la prévention et de la santé au travail

# Loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

**Sauf disposition contraire, entrée en vigueur : le 31 mars 2022**

## Dates butoirs différentes

- **1<sup>er</sup> octobre 2022** pour le passeport prévention
- **1<sup>er</sup> janvier 2023** pour le médecin praticien correspondant
- **1<sup>er</sup> janvier 2024** pour le volet relatif à la santé au travail du dossier médical partage (DMP)

I. Renforcer la prévention des risques professionnels en décloisonnant la santé publique et la santé au travail

III. Mieux accompagner les personnes vulnérables et lutter contre la désinsertion professionnelle

**47 décrets et textes d'application à venir**

II. Définir l'offre de services à fournir par les services de prévention et de santé au travail (SPST) aux entreprises et aux salariés

IV. Réorganiser la gouvernance de la prévention et de la santé au travail

# Loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

## Décrets et textes d'application à venir : étudiés en trois blocs thématiques



**Décembre 2021 : la prévention de la désinsertion professionnelle**

**Mi-février 2022 : les services de santé au travail interentreprises et décloisonnement santé au travail / santé publique**

**Mi-mars 2022 : le monde de l'entreprise**

# Loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

## Parmi les premiers textes : création du CNPST et des CRPST

- Nouvelle gouvernance nationale paritaire au sein du COCT : **le Comité National de Prévention et de Santé au Travail** (art. L4641-2-1 du code du travail) : avec les représentants de l'état, CNAM, mutualité sociale agricole, les organisations patronales et syndicales représentatives au niveau national et interprofessionnel
- Missions :
  - Participe à l'élaboration du plan santé au travail (PST4 à venir)
  - Participe à l'élaboration des politiques publiques en matière de santé au travail et à la coordination des acteurs intervenant dans ces domaines
  - Définit l'offre socle des services de prévention et de santé au travail (SPST)
  - Proposent des référentiels pour la certification des SPST
  - Définit les modalités de mise en œuvre et de mise à disposition du passeport prévention et suit son déploiement
- France Chimie : Mandats MEDEF, 2 membres suppléants

# Loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

## 3 objectifs / axes de la présentation :

1. Renforcer la prévention des risques professionnels
2. Améliorer le suivi médical des salariés et prévenir la désinsertion professionnelle
3. Améliorer le service rendu par les services de santé au travail et leur organisation

1. Prévention des risques professionnels

2. Suivi médical

3. Service de prévention et de santé au travail

# Loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

## 1. Renforcer la prévention des risques professionnels

- ☐ Renforcement du DUERP
- ☐ Nouvelles modalités d'évaluation des risques
- ☐ Plusieurs mesures pour améliorer la formation santé des représentants du personnel
- ☐ Prise en compte des polyexpositions
- ☐ Passeport de prévention recensant les formations suivies
- ☐ Nouveau thème de négociation : Qualité de Vie et Conditions de travail (QVCT)
- ☐ Nouvelle définition du harcèlement sexuel

# Loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

## Renforcement du DUERP :

« levier de la prévention des risques professionnels et de la traçabilité collective »  
(art. L 4121-3-1 du code du travail)

- ❑ Dépôt dématérialisé sur un portail numérique géré par les organisations d'employeurs
- ❑ Conservation pendant 40 ans des versions successives du DUERP pour assurer la traçabilité collective des expositions
- ❑ Inscription dans le DUERP du programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail (PAPRI Pact)
  - ✓ Dans les entreprises de moins de 50 salariés : liste des actions de prévention et de protection
  - ✓ Dans les entreprises de plus de 50 salariés : liste des mesures à mettre en œuvre, en précisant notamment les conditions d'exécution, les indicateurs de suivi et le coût, ainsi que les ressources mobilisables et le calendrier du déploiement

# Loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

- ❑ Prise en compte de l'organisation du travail dans l'évaluation
- ❑ Contribueront à l'évaluation des risques :
  - ✓ Le CSE et sa CSSCT, s'ils existent
  - ✓ Le ou les salariés intervenant en prévention des risques professionnels
  - ✓ Le service de médecine du travail
- ❑ Le CSE sera consulté sur le DUERP et sur ses mises à jour

# Loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

## Renforcement de la formation Santé Sécurité et Conditions de Travail :

- ❑ Augmentation du nombre de jours de la formation SSCT et son ouverture à tous les élus du CSE :
  - ✓ tous les élus au CSE ont droit à la formation ;
  - ✓ la loi Santé fixe à 5 jours la durée minimale de formation SSCT lors du premier mandat, sans distinction selon l'effectif de l'entreprise.
- ❑ Financement de la formation par les OPCO pour les entreprises de moins de 50 salariés
- ❑ Formation obligatoire pour le référent « santé et sécurité au travail » ou préventeur

# Loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

Durée de la formation santé/sécurité des élus du CSE			
	Avant la loi Santé au travail	Selon la loi Santé au travail	
		Premier mandat	Renouvellement
Entreprise de moins de 50 salariés	Pas de minimum légal	5 jours pour tous les élus	3 jours pour tous les élus
Entreprise de 50 à moins de 300 salariés	3 jours pour les membres de la CSSCT (pas de minimum légal pour les autres)	5 jours pour tous les élus	3 jours pour tous les élus
Entreprise de 300 salariés et plus	5 jours pour les membres de la CSSCT (pas de minimum légal pour les autres)	5 jours pour tous les élus	<ul style="list-style-type: none"><li>• 5 jours pour les membres de la CSSCT</li><li>• 3 jours pour les autres élus</li></ul>

# Loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

## Renforcer la prévention :

**Prise en compte des « situations de polyexpositions » dans la prévention du risque chimique**

**Polyexpositions :** « *Expositions simultanées ou séquentielles à des nuisances multiples, par des voies qui peuvent être diverses. Ces nuisances peuvent être chimiques, biologiques, physiques (bruit, vibrations, rayonnement...) ou liées à l'activité physique, auxquelles s'ajoutent l'influence des facteurs organisationnels et psychosociaux, et ce tout au long de la carrière professionnelle* »

« *Polyexpositions dont les mécanismes sont susceptibles d'interagir pour impacter la santé des salariés coexposés :*

- *expositions à des mélanges de substances chimiques*
- *expositions à des substances chimiques et au bruit (styrène : mention « bruit »)*
- *expositions à des substances chimiques et biologiques*
- *expositions à des substances chimiques et à des contraintes physiques*
- *expositions à des substances chimiques alors que les salariés travaillent de nuit ou plus largement en horaires atypiques* »

Source INRS

# Loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

## [Révision des dispositions « risque chimique » dans le Code du travail

- ❑ Réforme attendue
- ❑ Projet de décret : modification d'une centaine d'articles du code du travail
- ❑ Moins directif, moins détaillé, rôle accru des branches en termes de préconisations
- ❑ Dans la presse : « Vers la fin des mesurages de VLEP obligatoires »
- ❑ Acté en comité SST : groupe de travail « gestion du risque chimique » (actualisation du DT80)]

# Loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

## QVCT : nouveau thème de négociation périodique obligatoire

- ❑ De la « qualité de vie au travail » à la « qualité de vie et des conditions de travail » (QVCT).
- ❑ Négociation périodique obligatoire d'entreprise :
  - ✓ Les partenaires sociaux devront aborder tous les 4 ans – dans le cadre des négociations périodiques obligatoires -, la question de la QVCT et l'accord « d'adaptation » conclu à l'issue de ces négociations devra aborder le thème (C. trav., art. L 2242-11). Ces dispositions sont d'ordre public.
  - ✓ À défaut d'accord sur le sujet, ou en cas de non-respect de ses stipulations, l'employeur devra engager, chaque année, une négociation sur l'égalité professionnelle femmes/hommes et la qualité de vie et des conditions de travail.

# Loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

## Nouvelle définition du harcèlement sexuel

❑ La définition du harcèlement sexuel au travail se rapproche de celle inscrite à l'article 222-33 du Code pénal. L'article L. 1153-1 du Code du travail est complété afin d'intégrer le fait que les propos ou comportements à connotation sexiste peuvent également caractériser des faits de harcèlement sexuel.

❑ Le harcèlement sexuel au travail est matérialisé :

- ✓ lorsqu'il est subi par le salarié et non pas lorsqu'il est imposé par le ou les auteurs ;
- ✓ lorsqu'un même salarié subit de tels propos ou comportements venant de plusieurs personnes, de manière concertée ou à l'instigation de l'une d'elles, alors même que chacune de ces personnes n'a pas agi de façon répétée ;
- ✓ lorsqu'un même salarié subit de tels propos ou comportements, successivement, venant de plusieurs personnes qui, même en l'absence de concertation, savent que ces propos ou comportements caractérisent une répétition.

# Loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

## 2. Améliorer le suivi médical du salarié :

- ❑ Nouvelles modalités de suivi médical
- ❑ Des mesures visant à lutter contre la désinsertion professionnelle

# Loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

## Améliorer le suivi médical du salarié

### Notamment : des visites pour anticiper la désinsertion professionnelle

- ❑ **Visite de mi-carrière professionnelle** (date définie dans un accord de branche ou à 45 ans à défaut d'accord de branche)
- ❑ Visite « **de liaison** » (en vue du retour du salarié après une absence prolongée pour maladie)
- ❑ Examen de reprise et de pré-reprise
- ❑ **Visite post-exposition ou post-professionnelle** organisée par le médecin du travail en lien avec le médecin traitant et celui de la caisse d'assurance maladie pour les salariés exposés à des risques particuliers
- ❑ .../...
- ❑ Extension du suivi en santé au travail aux **intérimaires, salariés des entreprises sous-traitantes ou prestataires, indépendants**. Dans ce cas, la prévention des risques professionnels est « assurée de manière conjointe dans le cadre d'une convention conclue entre le service [de prévention et de santé au travail de l'entreprise] et les services de prévention et de santé au travail dont relèvent ces salariés. »
- ❑ **Accès du médecin du travail au dossier médical partagé**

# Loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

## Des dispositifs pour lutter contre la désinsertion professionnelle

Notamment :

- ❑ Développement du recours à la télémedecine pour le suivi individuel du travailleur, sous réserve de son accord
- ❑ Mise en place d'une cellule dédiée à la prévention de la désinsertion professionnelle et des échanges d'information entre l'assurance maladie et les SPST
- ❑ Suppression de la condition d'ancienneté en principe requise pour les projets de transition professionnelle, pour les salariés en risque de désinsertion
- ❑ Cadre juridique à la convention de rééducation professionnelle en entreprise.

# Loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

## 3. Services de prévention et de santé au travail (SPST)

- ❑ Des services de santé au travail rebaptisés et dotés de nouvelles missions
- ❑ Des équipes des SPST renforcées
- ❑ Un fonctionnement des SPST encadré

# Loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

## Réorganisation des services de santé au travail

Notamment :

- ❑ Services de Prévention et de Santé au Travail (SPST)
- ❑ Missions étendues : prévention et contribution à la réalisation d'objectifs de santé publique
- ❑ Fonctionnement assoupli et modernisé des SPST (socle minimum de services), soumis à un contrôle administratif

# Loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

## Réorganisation des services de santé au travail

Notamment :

- ☐ Participation possible d'un médecin de ville au suivi médical (ex : visite de reprise après arrêt de travail)
- ☐ Règle du 1/3 temps formalisée
- ☐ Expérimentation de nouvelles pratiques par le médecin du travail
- ☐ Meilleure formation des infirmiers au travail

# CRÉER RÉVÉLER PARTAGER

 @francechimie  
[www.francechimie.fr](http://www.francechimie.fr)

#GracealaChimie

